

Herman Van Rompuy

«Syriza a espéré diviser la zone euro, il a été surpris»

Non, la fermeté de l'Eurogroupe vis-à-vis de la Grèce ne sert pas uniquement à donner une leçon aux partis antisystèmes d'Europe. Il s'agit avant tout de justice, estime Herman van Rompuy. Et la bonne nouvelle, c'est que les Grecs ont de plus en plus la volonté politique de tout faire pour s'y conformer.

INTERVIEW
FRÉDÉRIC ROHART

En ce début d'après-midi, on pourrait croire que «Il Doge» est plein comme un œuf. Comme une cantine de profs au cœur de Louvain-la-Neuve un lundi. Mais c'est sans compter l'arrière-salle. Toutes les tables y sont soigneusement dressées, mais une seule est occupée. Et le patron du restaurant joue les vigiles pour garantir sa quiétude. Herman Van Rompuy termine son dessert, entouré de ses hôtes de l'Institut d'études européennes de l'UCL, dont le politologue Vincent Dujardin. Celui qui fut le premier président du Conseil européen ces cinq dernières années a quelques minutes de battement, mais il prévient d'emblée: «Je ne donne pas d'interview sur l'actualité!». Cela tombe mal: on venait pour l'interroger sur la crise grecque... Mais on ne perd pas espoir de recueillir son avis sur la partie d'échecs qui se joue entre Athènes et le reste de la zone euro. Et l'on fait bien, comme en témoigne ce qui suit.

Que fait Herman Van Rompuy dans l'arrière-salle d'un restaurant néo-louvaniste? Il se prépare à donner cours, pardi. Un enseignement en huit sessions sur l'Europe – «moins sur le côté juridique que sur la pratique telle que je l'ai vécue», précise-t-il. Et si l'éminence du CD & V est dans la ville piétonne plutôt que dans sa fausse jumelle flamande, c'est simplement que l'Université catholique le lui a proposé et pas la Katholieke universiteit. «Je suis membre du conseil d'administration de la KUL mais pour donner cours là-bas il y a toutes sortes de règles liées à la limite de 65 ans». Sur ce point, «la communauté française est beaucoup plus ouverte», glisse-t-il. Elle est cependant loin d'être la seule à donner du travail au jeune retraité. Herman Van Rompuy collectionne les postes d'administrateur comme des perles sur un collier: Europalia, la fondation Franqui, les Frères de la charité, Living Tomorrow (un *think tank* de Vilvorde)... Il devrait entrer au conseil d'administration de la Forêt de Soignes – «Il paraît que ce n'est pas encore décidé», sourit-il. L'homme «s'occupe» comme il dit: rien que cette semaine il disait cinq discours. Et le succès est au rendez-vous: «J'ai été à Amers, à ma grande surprise il y avait 1.600 personnes et ils ont dû en refuser 700!»

Vous leur parlez de la crise, de l'Europe? Herman Van Rompuy: Je parle de l'Europe.

Telle que je la vois, telle que je l'ai vécue. J'ai toujours un discours assez positif malgré tous les problèmes qu'on a...

Vous êtes adepte de la méthode Coué? Non, j'ai des arguments. La méthode Coué c'est quand on n'en a pas.

Vous êtes «positif» sur l'avenir de l'Europe, mais on est toujours dans une crise aiguë. On peut le dire, même si on est sorti du cœur de la crise pendant votre mandat? C'était la crise existentielle. C'était: «Est-ce que l'Eurozone survivra ou pas.» Et donc, «est-ce que l'Union européenne survivra ou pas.» C'est un enjeu considérable. On l'a derrière nous depuis début 2013. Maintenant, bien sûr, on est confronté à des problèmes, mais c'est qualitativement quelque chose d'autre que la crise existentielle.

On pourrait considérer que la question grecque revêt toujours un aspect existentiel: si la Grèce était exclue de la zone euro, l'idée européenne serait menacée. Ne faut-il pas attendre que le cas grec soit définitivement réglé pour dire que la tempête est passée?

Bien sûr on doit tout faire pour que la Grèce reste dans la zone euro – et c'est la Grèce elle-même qui doit faire l'effort, hein. Ceci étant dit, les circonstances aujourd'hui sont autres que celles de 2013. Ce serait toujours un grand échec si la Grèce devait quitter la zone euro (notez: juridiquement on ne peut exclure un pays). Il faut tout faire, et les Grecs en premier lieu, pour que la Grèce reste. Je crois qu'ils ont de plus en plus la volonté politique pour le faire. Mais même quand on compare la situation actuelle avec celle de 2010, 2011 et 2012, la situation pour l'Eurozone n'est pas comparable. La situation en Irlande, au Portugal est nettement meilleure. L'Espagne a fait aussi de très grands efforts...

Vous dites que la Grèce doit elle-même faire l'effort – ce sera discuté encore pendant de longs mois. Cela peut laisser penser qu'il n'y a pas de marge pour que Syriza donne le change à ses électeurs...

Je fais simplement ce constat: pratiquement tous les pays de l'Eurozone à l'exception de la Grèce ont eu la même attitude. Je crois que ça a été une surprise aussi pour le gouvernement grec: ils avaient espéré qu'il y aurait un clivage au sein de l'Eurozone, ce n'est pas le cas.

Ceci étant dit, je crois qu'il y a une discus-

sion en cours au moment où nous parlons. Mais il faut bien se rendre compte que lorsque l'on donne de la latitude à un pays comme la Grèce, ce sont les autres qui doivent prêter davantage. Il y a toujours un prix. Les responsables nationaux doivent dire à leur contribuable: «Écoute, il faut faire plus, après les 240 milliards qu'on a déjà octroyés comme prêts.» Et en même temps, ces mêmes gouvernements doivent expliquer que leurs finances ne sont pas en ordre à leur opinion publique. Ce n'est pas une situation simple...

À côté de cette ligne politique, on entend depuis longtemps de nombreux économistes qui disent que la dette grecque n'est pas tenable, qu'Athènes ne pourra jamais rembourser. Pas plus tard que dimanche, Bruno Colmant estimait qu'il faut supprimer environ la moitié de la dette grecque...

Ce sont surtout des économistes anglo-saxons qui le disent. En Allemagne, vous entendez une tout autre thèse, qui fait même l'unanimité des économistes allemands. Je suis un économiste, je peux vous le dire: ce n'est pas une science exacte.

C'est donc une question politique plus qu'économique?

Bien sûr... Enfin on ne peut pas dire que c'est politique et que ça n'a rien à voir avec l'économie. C'est une vision à long terme. Cela ne sert à rien d'être «souple» avec un pays si cela nuit à la restauration de sa compétitivité – et dieu sait que la Grèce en a besoin, sa base industrielle est extrêmement mince. Il faut qu'il y ait une pression extérieure pour que ce pays devienne vraiment une économie performante et une société qui respecte certaines règles. Tout ça, ce sont des réformes dures, pénibles, mais c'est une vision à long terme qui est derrière.

Vous en parlez dans votre livre «L'Europe dans la tempête» (2014) en rappelant que la Belgique a eu cette pression extérieure...

Oui. Quand j'étais ministre du Budget, on a eu la pression de Maastricht (le traité qui a lancé l'Union économique et monétaire, NDLR).

Mais on constate aujourd'hui que même des grands pays ont besoin de pressions extérieures pour revenir à certains équilibres macroéconomiques. Le grand paradoxe, c'est que tous les pays de la zone euro ont

établi ces règles en sachant qu'elles pouvaient s'appliquer à eux. Maintenant, des grands pays utilisent ces règles pour faire avancer des réformes. On le voit en France, avec la loi Macron, par exemple. Bien sûr, ils ne diront jamais que c'est sous pression extérieure, mais tout le monde sait que ça aide. Donc ce n'est pas valable que pour des petits pays, mais aussi pour des grands, tels que l'Italie, l'Espagne, la France...

L'arrivée de Syriza n'a pas provoqué de fracture de cette ligne au sein de la zone euro. C'est aussi parce que Syriza négocie, dialogue, c'est rassurant?

Je crois que le nouveau gouvernement grec – je ne connais pas les gens – est confronté au principe de réalité. Ils ont raisonné dans le contexte grec. Maintenant, ils découvrent qu'il y a un contexte européen. Qu'il y a bien sûr une démocratie grecque, mais que les autres sont aussi des démocraties, qui doivent rendre compte à leur électoral, justifier l'octroi de prêts. C'est le choc que l'on vit. Et c'est valable pour chaque pays européen, y compris pour les gouvernements d'extrême gauche – je ne sais pas si c'est ainsi qu'il convient de qualifier Syriza.

Si un gouvernement d'extrême droite devait arriver au pouvoir dans un État membre, il se rendrait compte très vite que le monde est beaucoup plus compliqué. Cela ne veut pas dire qu'on doit être sourds, qu'on ne doit pas tenir compte de certaines préoccupations légitimes, mais il faut le faire dans le cadre qui a été tracé auparavant.

D'une certaine manière, avec sa fermeté, l'Eurogroupe est en train de faire un «exemple» pour le Front National, pour Podemos, pour les partis antisystème et leurs électeurs potentiels?

Oui, mais il faut aussi se mettre à la place de certains gouvernements qui ont fait de grands efforts, dans les États baltes, en Espagne, au Portugal, en Irlande... Et pour un pays, on ferait exception? Cela n'est pas défendable à l'intérieur de leurs pays à eux. Ce n'est pas uniquement pour dire: «Il y en a d'autres qui viendront, on va leur donner une leçon». Non, c'est aussi une question de justice par rapport à certains pays qui ont fait leur devoir et qui ont eu certains succès. Les politiques suivies ne sont pas toutes un échec. Même en Espagne, même au Portugal, on voit une reprise économique. Cela prouve que ces politiques-là peuvent donner des résultats.

SUR LES MARCHÉS

LA BOURSE D'ATHÈNES À UN SOMMET EN 2015

L'approbation des propositions de la Grèce par l'Eurogroupe a ôté une incertitude qui pesait sur le marché boursier grec. Même si le pays n'est pas tiré d'affaires, l'élimination de cette menace à court terme a provoqué un vif rebond de l'indice ASE de la Bourse d'Athènes. Celui-ci s'est envolé de près de 10%, sa plus forte progression depuis le 3 février, à 937,96 points. Il s'agit d'un record cette année. De plus, ce niveau n'avait plus été observé depuis le 8 décembre, jour où l'ex-Premier

ministre Antonis Samaras avait annoncé une anticipation du scrutin présidentiel qui allait précipiter la chute de son gouvernement. Mardi, le secteur bancaire grec a enregistré une hausse boursière de 17%. Les institutions financières du pays étaient en première ligne en cas d'échec des négociations entre Athènes et ses créanciers. Le marché des obligations a aussi salué l'accord sur la Grèce: le taux des titres de dette grecs à dix ans s'est détendu à 8,37%, contre 8,93% lundi. Un taux plus faible traduit une plus grande confiance des investisseurs à l'égard des obligations concernées. «À court terme, notre avis est que la situation grecque devrait s'apaiser», estime Carsten Brzeski (ING-DiBa), tout en soulignant l'enjeu crucial des détails des réformes qu'Athènes doit présenter pour la fin avril. PH.G.

L'Eurogroupe récompense les concessions grecques

Les ministres des Finances ont accepté le paquet d'engagements de la Grèce et donné leur feu vert à une prolongation de l'aide pour quatre mois. Le Parlement allemand doit se prononcer vendredi.

FRÉDÉRIC ROHART

Le spectre d'une sortie de la Grèce de la zone euro est une nouvelle fois écarté. Pour au moins quatre mois. Les ministres des Finances de l'union monétaire ont donné leur feu vert à une prolongation du plan d'aide à la Grèce, lors d'une téléconférence. À ce stade, ils sont donc satisfaits des promesses de réformes du gouvernement Tsipras. Comme convenu vendredi dernier, Athènes a envoyé un document de six pages signé par le ministre des Finances Yanis Varoufakis: une liste de mesures envisagées qui entre dans le cadre du programme de réformes établi par les créanciers de la Grèce.

Logique validée

La Grèce a dressé ce catalogue en partenariat avec l'Organisation pour la coopération et le développement en Europe (OCDE), ce qui donne au gouvernement d'Alexis Tsipras un argument de crédibilité tout en lui permettant de se dégager sur la forme d'une soumission directe aux trois institutions qui composent la troïka des créanciers – Commission européenne, FMI et BCE. Syriza a donc gagné son pari de modifier la relation entre la Grèce et ses bailleurs, mais elle est loin de coller aux réformes qu'elle avait annoncées au lendemain de sa victoire électorale. Alexis Tsipras a dû faire marche arrière sur son intention d'annuler des programmes de privatisations en cours, et sa promesse de relever le salaire minimum à 751 euros est invalidée. Il maintient en revanche sa promesse de prendre des mesures humanitaires (distribution de nourriture et soins gratuits pour les plus pauvres) mais en promettant que

cela ne fera pas dévier la Grèce de ses objectifs budgétaires. Le genre de promesse qui n'engage que celui qui y croit.

Début d'un processus

Les six pages de la «liste» grecque ont donc permis d'éviter une crise grave, de gagner un temps précieux. Mais elles ne sont en aucun cas un aboutissement. Les créanciers ont jugé le texte «suffisamment complet pour constituer le point de départ valide d'une conclusion favorable de l'examen» du programme d'aide. Reste à délivrer les réformes, et il y a loin de la coupe aux lèvres. «La liste est une première étape très importante. Cela ne veut pas dire que nous approuvons ces réformes, cela veut dire que la démarche est suffisamment sérieuse pour poursuivre la discussion», a indiqué le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici. Mario Draghi, le président de la BCE, a souligné attendre d'Athènes le respect de ses engagements antérieurs: «Nous devons juger pendant

l'examen si les mesures acceptées par les autorités sont remplacées par des mesures de qualité égale ou supérieure», a-t-il écrit en référence aux mesures du programme de réformes établi par la troïka. Quant à la patronne du FMI, Christine Lagarde, elle estime pour sa part que le projet n'est «pas très précis». Même son de cloche au sein de l'Eurogroupe, qui demande à présent à la Grèce de développer et élargir sa liste d'ici deux mois: «Les Grecs ont beaucoup à faire jusqu'à la fin avril, nous voulons tous du concret à présent», a indiqué le ministre slovaque Peter Kazimir.

LA LISTE

La liste de six pages d'engagements du gouvernement reformule en partie des mesures exigées par la troïka, mais y intègre des points du programme de Syriza.

Lutte contre l'évasion fiscale.

Modernisation de l'administration fiscale, renforcement de

son indépendance... Syriza mise beaucoup sur ce type de mesures pour renflouer les caisses de l'État. Il entend aussi mieux contrôler l'éligibilité aux allocations sociales.

Lutte contre la corruption.

Athènes prévoit un grand programme de lutte contre la corruption au sein des administrations et en fait une «priorité nationale».

Poursuite de privatisations.

Le gouvernement s'engage à ne pas revenir sur les privatisations qui étaient déjà sur le métier, comme celle du port du Pirée.

Mesures humanitaires.

Le gouvernement maintient son projet de timbres alimentaires pour les plus pauvres et prévoit aussi de leur fournir gratuitement électricité et soins de base – «en veillant à ce que [ces mesures] n'aient pas d'impact budgétaire négatif».

Concessions et discordes au sein du Syriza

Les concessions nécessaires qui ont été faites pour arriver à un accord avec l'Eurogroupe divisent-elles la coalition de gauche radicale?

PAVLOS KAPANTAIAS
À ATHÈNES

Des épisodes de pluie et de soleil se sont succédé tout au long de la journée hier à Athènes. Comme si le ciel voulait commenter, à sa manière, l'accord passé entre Athènes et ses partenaires européens...

Si la liste de réformes présentée par le gouvernement grec – et acceptée dans l'après-midi par les membres de l'Eurogroupe – permet de prolonger le financement du pays pour quatre mois supplémentaires, et ce jusqu'à la fin du mois de juin, il a aussi, certainement, un coût politique. Même si celui-ci est encore difficile à mesurer avec certitude.

Après l'intervention ce dimanche de Manolis Glezos, héros national et doyen du Parlement européen, qui a appelé à la résistance (!) contre l'accord passé à l'Eurogroupe vendredi, les membres de l'aile gauche du Syriza ont repris le flambeau pour faire exactement cela...

La palme de l'insurrection

Représentant environ 30% du parti, la «plateforme de gauche» emmenée par Panayotis Lafazanis, membre fondateur du Syriza et actuel ministre du redressement productif, a multiplié les interventions plus ou moins modérées contre l'accord de vendredi.

La palme de l'insurrection revient sans doute à Stathis Kouvelakis, membre du comité national du parti, qui parle même d'un «échec majeur du Syriza» qui fera monter l'extrême droite...

C'est donc pour tenter d'éteindre

le feu qui couve à l'intérieur du parti, qu'Alexis Tsipras a convoqué une réunion extraordinaire du groupe parlementaire du Syriza. Elle devait avoir lieu tard dans la soirée d'hier et s'annonçait pour le moins animée même s'il n'est pas certain que les dissensions, très probables, soient rendues publiques.

En effet, le conseil gouvernemental (un conseil des ministres restreint), qui a eu lieu lundi à Athènes, a montré à quel point des réunions à huis clos pouvaient donner lieu à toutes les spéculations.

En effet, tandis que les médias proches du gouvernement présentent la rencontre comme un échange «d'information et de précisions», beaucoup d'autres décrivent la réunion comme un champ de bataille.

Note positive: l'aide aux plus démunis

La vérité se situe probablement

quelque part au milieu, cependant il est clair que la transformation sémiotique de la «troïka» (BCE, FMI, UE) symbole par excellence des 5 ans d'austérité imposées à la Grèce en «institutions» qui gardent le droit de contrôler l'application effective des accords ne peut plaire à personne dans un parti qui se définit lui-même comme une Coalition de la Gauche Radicale.

Seule note indiscutablement positive pour le gouvernement dans le texte envoyé lundi soir à la Commission et ratifié hier après-midi par l'Eurogroupe: l'application dans son ensemble du programme d'aide aux plus démunis. Aides pour se nourrir, se loger, accès au système de santé pour ceux qui l'avaient perdu écrit noir sur blanc dans le texte. Pour près d'un demi-million de Grecs, il s'agirait là vraiment d'une révolution. C'est aussi ce qui, probablement, sauvera l'unité du Syriza...

C'est un «échec majeur du Syriza» qui fera monter l'extrême droite.

STATHIS KOUVELAKIS
MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL
DE SYRIZA